

DÉCISION NOMINATIVE N° 2021-227

portant autorisation de prélèvements de lichens dans le cœur du Parc national de la Vanoise

Pétitionnaire : Michel BERTRAND

Adresse : La Grande Bastide, 84750 Viens

Localisation du projet : communes de Modane, Villarodin-Bourget, Saint-André

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L-331-4-1 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-447 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national de la Vanoise aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, notamment son article 3, I ;

Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 2, relative à l'atteinte aux patrimoines, la détention ou le transport, l'emport en dehors du cœur, la mise en vente, la vente et l'achat d'éléments du patrimoine naturel, culturel et historique ;

Vu la commande passée à Michel Bertrand (Antinea) dans le cadre du marché public n°17-2021 concernant la réalisation d'un inventaire généralisé de la biodiversité sur le site des vallons de Polset-Orgère ;

Considérant que la directrice peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles pour détenir, transporter et emporter en dehors du cœur des lichens, dans le cadre d'une mission scientifique ;

DÉCIDE

Article 1 : Objet

Monsieur Michel BERTRAND est autorisé à prélever et transporter des lichens et leur support dans le cadre du programme d'inventaire généralisé de la biodiversité dans les conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Modalités d'application

La présente autorisation est délivrée du 8 juin 2021 au 30 octobre 2022 sur le territoire du cœur du Parc national de la Vanoise sur la commune de Modane, Villarodin-Bourget, Saint-André.

Les lichens pourront être prélevés avec leur support (pierres, écorces, branches...) et ils pourront être transportés hors du cœur du Parc national à des fins d'analyse.

La présente décision n'est ni cessible, ni transmissible.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- Les bénéficiaires devront avertir le secteur de Modane (sebastien.bregeon@vanoise-parcnational.fr – 06 26 84 73 55 ou franck.parchoux@vanoise-parcnational.fr – 06 26 84 73 37) au moins cinq jours à l'avance de sa présence sur le secteur.
- Les bénéficiaires devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national de la Vanoise.

Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l'exécution de la décision

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision. Ainsi, les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents commissionnés et



assermentés et soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de ses bénéficiaires.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

Article 6 : Publicité

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 9 - JUIN 2021

La Directrice,


Eva ALIACAR

Mise en ligne R.A.A. le :

9 - JUIN 2021

Copie : secteur de Modane

